

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI

Hôtel de Ville solidaire - Dispositif pour les fêtes de fin d'année 2024 - Repas solidaires préparés par la cuisine centrale - Partenariat avec les associations solidaires - Convention de mise à disposition - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La période des fêtes de fin d'année est une période où l'isolement se fait, pour les personnes les plus vulnérables, cruellement sentir. Dans la continuité des Etats Généraux de la Solidarité pour l'aide alimentaire, la Ville de Montpellier souhaite renouveler son soutien aux festivités des associations solidaires œuvrant auprès des publics en situation de précarité ou d'isolement. L'Hôtel de Ville de Montpellier, maison commune de tous les Montpelliérains, sera identifié à cette occasion comme un grand lieu de solidarité, proposant des repas chauds à emporter sur le parvis de l'Hôtel de Ville, et un service de repas chauds sur place, dans la salle des rencontres, agrémenté d'animations et de distributions de cadeaux. Pour cela, la Ville prévoit :

- La préparation de 1 200 repas chauds, réalisés par les équipes de la cuisine centrale pour un montant de 5 400 € et distribués par l'association humanitaire de Montpellier la nuit du 24 décembre 2024 ;
- L'utilisation de la Salle des Rencontre de l'Hôtel de Ville, de son hall, de sa terrasse, sa cuisine et son vestiaire pour l'organisation de cette soirée de partage, pour un montant valorisable de 3 350 € ;

- L'édition des outils de communication à destination des lieux d'accueils solidaires dans la ville, pour inviter les personnes en situation de précarité à se rendre à l'Hôtel de Ville durant la soirée du 24 décembre 2024 ;
- L'édition d'une communication spécifique à destination des commerces du centre-ville, pour inciter les Montpelliérains à effectuer des achats solidaires dans le réseau des commerçants adhérents au dispositif Carillon de l'association la Cloche ;
- Une aide aux associations pour mobiliser des bénévoles, grâce à un formulaire numérique dédié sur le site internet de la Ville. Il permettra aux volontaires de s'inscrire pour devenir bénévoles de la soirée du 24 décembre 2024, mais également pour tous les événements proposés par les associations solidaires durant la période des fêtes. Les bénévoles ainsi mobilisés seront orientés vers les différentes associations et événements caritatifs liés aux fêtes de fin d'année. Ce procédé, déjà utilisé en 2022 et 2023, avait suscité un large engouement de la part des Montpelliérains ;
- La Ville soutient également à hauteur de 3 000 €, à l'arrivée des périodes les plus froides, une initiative inter associatives, portée par l'association l'Avitarelle, visant à mettre en place une plateforme nominative de distribution de couverture, incluant leur remisage en journée et la possibilité d'accéder à des laveries pour les propriétaires, afin d'éviter leur abandon. L'octroi de cette aide fait l'objet d'une action identifiée dans la délibération d'attribution de subvention dans la thématique lutte contre les exclusions du même Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la production de 1 200 repas par la Ville de Montpellier pour le repas du réveillon du 24 décembre 2024 ;
- D'approuver le partenariat pour la distribution des repas durant la nuit du 24 décembre avec l'association humanitaire de Montpellier ;
- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de la salle des Rencontres, de sa cuisine et du hall de l'Hôtel de Ville pour l'organisation du repas et des distributions dans la nuit du 24 décembre 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention MAD modele

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-288801-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges FRECHE 34267 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Michaël DELAFOSSE dûment habilité :

Ci-après désignée « La Ville »,

d'une part.

et :

L'association ou le groupement : @Intitulé

Domiciliée : @Adresse1 @Adresse2 @Adresse3 @CP @VilleNom

Représenté(e) par: @Genre @Prenom @Nom

Téléphone :(à compléter)

Courriel :(à compléter)

Dont les statuts ont été déposés en Préfecture en date du

sous le N°..... (à compléter)

d'autre part.

IL A PREALABLEMENT CONVENU CE QUI SUIT:

La Ville de Montpellier, propriétaire du bien situé : @Adr1Ressource @Adr2Ressource 34000 Montpellier qui appartient à son domaine privé, accepte de mettre à la disposition du demandeur ci-dessus mentionné dans les conditions prévues à la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

Article 1 –Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé.

Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

@SALLE Nom

@date et heures

Article 2 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

La Ville de Montpellier met à disposition : **@SALLENom**

@Adr1Ressource @Adr2Ressource 34000 Montpellier

Article 3 : Conditions générales d'occupation

L'association ou le groupement veillera à une bonne utilisation de l'équipement de la part de ses adhérents ou licenciés et en contrôlera les accès.

L'association ou le groupement s'engage à utiliser les lieux uniquement pour des activités conformes à son objet social ou sa demande initiale. L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit.

Elle devra se conformer rigoureusement pour l'exercice de ses activités aux lois, règlements, prescriptions administratives et plus particulièrement en matière de sécurité, ainsi qu'aux contraintes spécifiques des activités pratiquées.

La Ville de Montpellier ne pourra être tenue responsable en cas de vols, dégradations du matériel appartenant à l'association ou à l'occupant temporaire.

La présence d'animaux est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.

L'installation du matériel et son démontage sont à la charge de l'association ou du groupement.

La Ville se réserve le droit de rendre les locaux indisponibles en cas de manifestation exceptionnelle, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou en cas de fermeture nécessaire. La Ville s'engage à avertir dans ces cas là l'association ou le groupement au préalable et dans un délai raisonnable.

Article 4 : Redevance

La présente convention est conclue à titre : PAYANT ou GRATUIT selon les modalités définies conformément à la délibération du Conseil Municipal n° V2023-448 en date du 11 décembre 2023

Les tarifs applicables dans le cas présent seront donc : @montant €

De surcroît, une caution de 1700 € sera délivrée sous forme d'un chèque libellé à l'ordre du **Régisseur de recettes location des salles** pour l'utilisation des locaux.

Article 5 : Droits d'auteurs

L'utilisation par le preneur de supports enregistrés ou la diffusion de spectacles vivants utilisant des œuvres protégées dans le domaine musical ou littéraire et inscrites au répertoire de la SACEM, Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique : 266 Place Ernest Garnier, 34070 Montpellier, tél : 04 99 74 21 70, ou inscrites au répertoire de la SACD, Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques, 9 rue Ballu, 75009 Paris, tél : 01 40 23 44 55, doivent être obligatoirement déclarés auprès des organismes précités.

Les droits d'auteurs en découlant éventuellement doivent donc avoir été impérativement acquittés.

Article 6 : Buvette

L'installation d'une buvette est réglementée par les articles L.333-1 et suivants et R.3332-4 et suivants du Code de la Santé Publique, l'arrêté du 22 août 1991, le décret 92-880 du 26 août 1992 modifié par le décret 93-846 du 8 juin 1993.

L'association ou le groupement devra se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

Toute installation lors d'une manifestation devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du Service d'Occupation du Domaine Public de la ville de Montpellier.

Article 7: Assurances et renonciation à recours

L'occupant doit obligatoirement souscrire une police d'assurance multirisque et en responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tout dommage pouvant être causés du fait de son occupation, y compris ceux causés aux tiers.

L'occupant devra également assurer ses biens propres.

L'attestation d'assurance devra être fournie **au plus tard le jour de la signature de la convention.**

L'occupant ainsi que son assureur renoncent à tout recours contre la Ville s'agissant des conséquences pécuniaires pouvant découler de tout incident.

Article 8 : Compétence juridictionnelle

Dans le cas où un litige interviendrait, lors de l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord à l'amiable, dans le délai de 15 jours après le délai de mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier, instance compétente en la matière.

Fait à, le --/--/----

Fait à Montpellier, le @DateDuCourrier

Association :

Signature du demandeur*

Pour M. le Maire

L'Adjointe déléguée
Agnès SAURAT